

N°364
SEPTEMBRE
2020

BULLETIN MENSUEL

L'AGENCE FRANCE TRÉSOR A POUR MISSION DE GÉRER LA DETTE ET LA TRÉSORERIE
DE L'ÉTAT AU MIEUX DES INTÉRÊTS DU CONTRIBUABLE ET DANS LES MEILLEURES CONDITIONS DE SÉCURITÉ

Actualité de l'Agence
France Trésor

page 1

Actualité
économique

page 2

Données générales
sur la dette

page 3

Marché
secondaire

page 5

Dettes négociables
de l'État

page 6

Économie française et
comparaisons internationales

page 8

Actualité de l'Agence
France Trésor

UNE BAISSÉ DU BESOIN DE FINANCEMENT 2021 DANS UN CONTEXTE ÉCONOMIQUE DE CONVALESCENCE

Le besoin de financement 2021 de l'État s'inscrit à 282,3 Md€ en baisse de 62,4 Md€ par rapport au besoin de financement prévisionnel pour 2020. Le programme d'émission à moyen et long terme net des rachats restera stable à 260 Md€. La taille de ce programme de financement reflète l'ampleur du choc de la crise sur l'économie française et l'effort inédit du plan de relance. Le déficit budgétaire 2021 est également en baisse à 152,8 Md€ (contre 206 Md€ prévu pour 2020, chiffre révisé par rapport à 225,1 Md€ prévu en troisième loi de finances rectificative).

Cette année, la France a bénéficié malgré la crise et depuis lors de conditions de financement très favorables, les emprunts obligataires souverains français étant à rendement négatif jusqu'aux maturités résiduelles autour de 15 ans à fin septembre 2020. L'exécution du programme de financement en 2021 devrait continuer de bénéficier de l'environnement de taux bas notamment lié à l'orientation accommodante de la politique monétaire, et en particulier aux différents programmes d'achats d'actifs de l'Eurosystème.

Dans ce contexte, le scénario de charge de la dette pour 2021 fait l'hypothèse d'une stabilité des taux courts et d'une légère remontée des taux d'intérêt de long terme. Les taux à 3 mois et à 10 ans sont ainsi prévus à -0,40 % et 0,70 %, respectivement, à la fin de l'année 2021. Sous ces hypothèses, la charge budgétaire de la dette est prévue à 37,1 Md€ en 2021, dont 0,7 Md€ de charges d'intérêt sur la dette reprise de SNCF Réseau. Mesurée en comptabilité générale de l'État et en comptabilité maastrichtienne (communiquée à la Commission européenne), la charge de la dette est attendue à 25,9 Md€ en 2020 et 26,4 Md€ en 2021¹. Ces nouvelles prévisions s'inscrivent en baisse par rapport à celles d'il y a un an, sous l'effet d'une inflation et de taux d'intérêt plus bas que dans les hypothèses du PLF 2020.

Le plan « France Relance » d'un montant de 100 Md€ a été présenté par le Premier ministre selon trois axes d'écologie, de compétitivité et de cohésion qui permettront de rehausser durablement le niveau d'activité. Ce plan pluri-annuel (2020-2023) sera porté à 80 % par le budget de l'État et à 20 % par d'autres administrations publiques (APU ; ex. collectivités locales) ou opérateurs (ex. Caisse des Dépôts et Consignations). L'Union européenne pourra apporter jusqu'à 40 Md€ de financements jusqu'en 2027 via le programme Next Generation UE.

La majorité de l'effort sera concentrée en 2021 et 2022 pour que le plan puisse produire rapidement ses effets. Les hypothèses retenues sont les suivantes : 40 Md€ de décaissements en 2021 et un peu plus de 25 Md€ en 2022, dont à peu près 10 Md€ de financements européens pour 2021 et 12 Md€ pour 2022. En conséquence, le besoin de financement lié au plan de relance peut être estimé à environ 30 Md€ pour 2021 (inclus dans le besoin de financement de 282,3 Md€ mentionné ci-dessus) et 15 Md€ en 2022.

Pour plus d'informations concernant le plan de relance, consultez le site de l'Agence France Trésor : <https://www.aft.gouv.fr/fr/plan-relance>



¹ Pour rappel, la comptabilité budgétaire diverge de ces mesures car elle ne tient pas compte des prix de vente des titres obligataires, incluant des primes à l'émission qui matérialisent notamment les taux négatifs (l'emprunteur vend ses titres de créance plus cher qu'il ne les remboursera).

Par Andrew Schneider et Steven Weinberg, économistes États-Unis chez BNP Paribas

Lors de la conférence de Jackson Hole, le président de la Fed, M. Powell, a annoncé le changement de paradigme attendu du Comité de politique monétaire de la Fed (le FOMC) vers un ciblage flexible de l'inflation en moyenne (ou *flexible average inflation target* (FAIT)). La publication officielle anticipée de la déclaration sur ses objectifs à long terme de la Fed et la requalification asymétrique de son mandat en matière d'emploi ont surpris par leur caractère accommodant.

Bien que nous ne nous attendions pas à ce que la Fed relève ses taux à l'horizon de notre prévision, nous estimons que l'objectif flexible d'inflation moyenne et la révision du mandat en matière d'emploi relèvent le seuil de déclenchement d'un resserrement de la politique monétaire à un niveau encore plus élevé qu'anticipé. Nous pensons que le FOMC précisera ensuite, lors de sa réunion de septembre, sa communication avancée (*forward guidance*) en annonçant une politique de relèvement des taux d'intérêt fondée sur les résultats obtenus.

C'est donc un ciblage flexible de l'inflation en moyenne : dorénavant, le FOMC « visera une inflation de 2 % en moyenne dans la durée » et, par conséquent, « estime qu'après une période où l'inflation aura été durablement inférieure à 2 %, une politique monétaire appropriée aura pour objectif vraisemblable une inflation modérément supérieure à 2 % pendant un certain temps. »

L'aspect flexible du nouvel objectif réside dans l'absence de détermination d'une fenêtre glissante de calcul de la moyenne ou d'une marge de dépassement explicites. En effet, cela signifie que le Comité conservera une grande marge de manœuvre discrétionnaire dans la mise en œuvre de sa politique.

Mandat asymétrique en matière d'emploi : outre la révision de son objectif d'inflation, la Fed a redéfini son mandat d'emploi, en déclarant surtout que ses décisions de politique monétaire ne seraient plus fondées sur les écarts de l'emploi par rapport à son niveau d'équilibre mais uniquement sur les écarts à la baisse d'emploi par rapport à l'objectif.

En d'autres termes, la Fed a modifié sa stratégie officielle afin de stimuler l'emploi au maximum, en s'appuyant sur l'inflation constatée, plutôt que sur des prévisions, pour déterminer si le plein emploi a été atteint.

Il s'agit, dans les deux cas, de changements importants et historiques. En effet, avec ce nouveau cadre, la Fed n'aurait probablement pas commencé à relever ses taux en décembre 2015 et le cycle de hausse aurait probablement été également moins marqué, voire inexistant.

Une communication avancée fondée sur les résultats obtenus annoncée en septembre : si l'annonce d'un objectif flexible d'inflation moyenne ne nous a pas surpris, la publication officielle anticipée de la déclaration sur les objectifs à long terme lors de la conférence de Jackson Hole et les modifications accommodantes apportées à l'objectif d'emploi étaient inattendues.

En effet, nous nous attendions à ce que le président Powell présente les conclusions de l'examen stratégique, réservant pour la réunion de septembre la publication officielle de la déclaration sur les objectifs à long terme que le Comité conjuguerait avec une modification de communication avancée tenant désormais compte de l'inflation constatée.

La publication officielle anticipée de la déclaration révisée sur les objectifs à long terme répond en partie à cette attente, ce qui laisse penser que le Comité se prépare effectivement à préciser une communication avancée à la prochaine occasion, lors de la réunion de septembre.

Cela semble conforme aux minutes des deux dernières réunions du FOMC, dans lesquelles divers participants soulignaient qu'« il serait important, dans les mois à venir, que le Comité apporte une meilleure lisibilité de la trajectoire probable du taux des fonds fédéraux et des achats d'actifs », sachant que « les participants préconisaient, dans l'ensemble, une communication avancée fondée sur les résultats obtenus ».

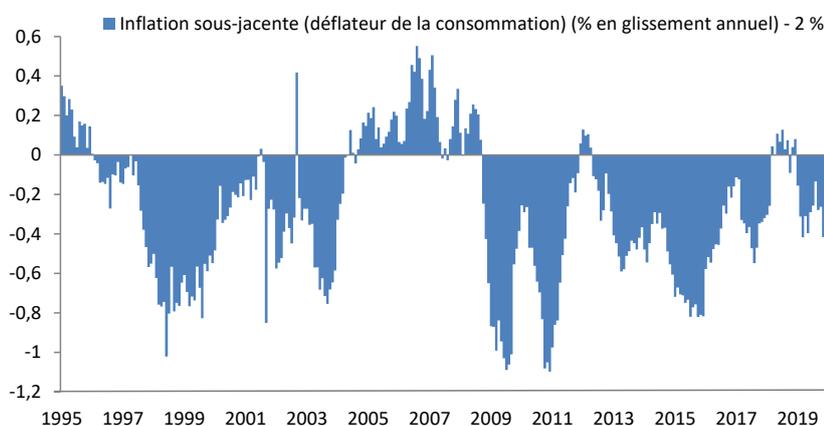
La finalisation de la déclaration révisée sur les objectifs à long terme a été jugée « très utile pour fournir un cadre général qui aiderait à orienter les décisions stratégiques et communications futures du Comité ».

Alors que notre hypothèse de base était que le Comité choisirait un seuil d'inflation à atteindre avant d'envisager de relever les taux, les modifications accommodantes du mandat en matière d'emploi annoncées dans sa déclaration sur les objectifs à long terme nous font penser que l'introduction d'un seuil de taux de chômage est plus probable.

Des taux bas pendant plus longtemps, un seuil plus élevé pour déclencher un resserrement : le résultat de la déclaration révisée sur les objectifs à long terme est, selon nous, que le seuil à partir duquel la Fed décidera de resserrer sa politique monétaire est fixé encore plus haut que ce que nous avons prévu.

La Fed est résolument engagée en faveur d'un marché du travail robuste et a fait savoir officiellement qu'elle n'ajusterait pas sa politique de la même manière qu'elle l'a fait au sortir de la « grande récession » de 2008.

Inflation sous-jacente (déflateur de la consommation) vs objectif de la Fed



Sources : BEA, Macrobond, BNP Paribas

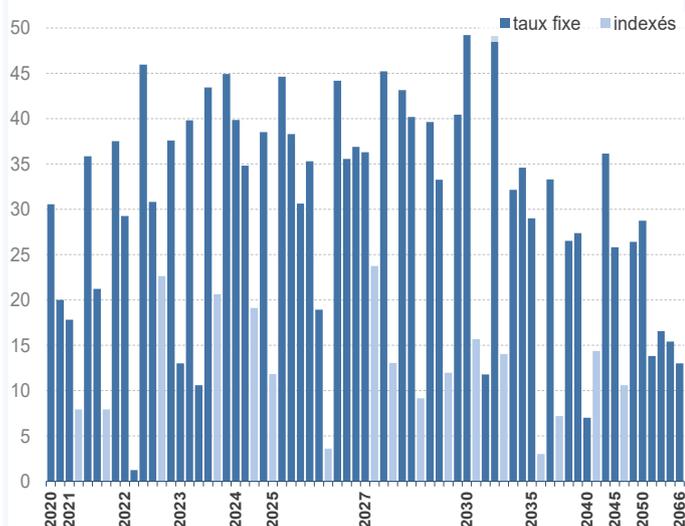
CALENDRIER INDICATIF D'ADJUDICATION

		Court terme					Moyen terme	Long terme	Indexés
Octobre 2020	date d'adjudication	5	12	19	26	/	15	1	15
	date de règlement	7	14	21	28	/	19	5	19
Novembre 2020	date d'adjudication	2	9	16	23	30	19	5	19
	date de règlement	4	11	18	25	2	23	9	23

Source : Agence France Trésor

DETTE NÉGOCIABLE À MOYEN ET LONG TERME DE L'ÉTAT AU 31 AOÛT 2020

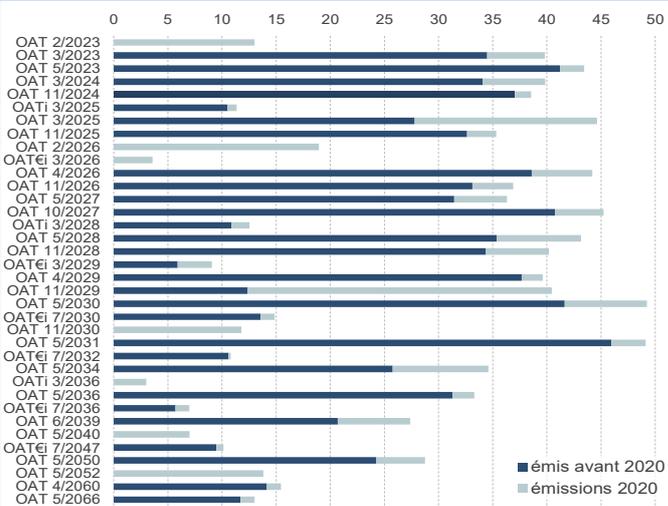
ENCOURS ACTUALISÉ PAR LIGNE, EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Agence France Trésor

MOYEN ET LONG TERME : ÉMISSIONS DE L'ANNÉE ET CUMUL AU 31 AOÛT 2020

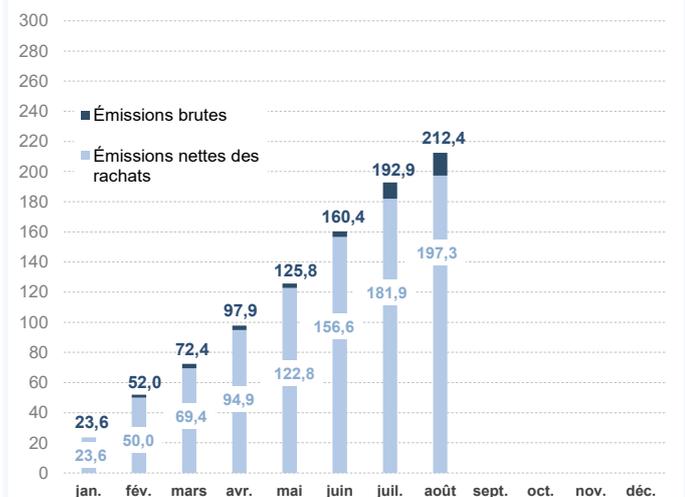
EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Agence France Trésor

ÉMISSIONS AU 31 AOÛT 2020

EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Agence France Trésor

MOYEN ET LONG TERME : ÉCHÉANCIER PRÉVISIONNEL AU 31 AOÛT 2020

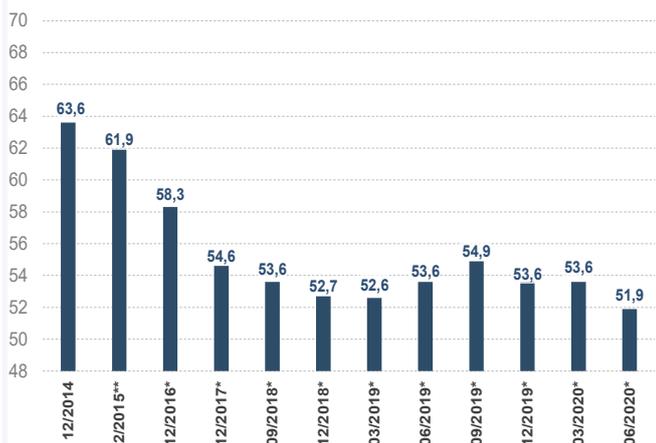
EN MILLIARDS D'EUROS

Mois	Intérêts	Amortissements
sept-20		
oct-20	10,7	30,5
nov-20	1,4	20,0
déc-20		
janv-21		
févr-21		17,7
mars-21	0,0	7,9
avr-21	11,7	35,9
mai-21	7,7	21,2
juin-21	0,5	
juil-21	2,4	8,0
août-21		

Source : Agence France Trésor

DÉTENTION PAR LES NON-RÉSIDENTS DES TITRES DE LA DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT : 2^{ÈME} TRIMESTRE 2020

EN % DE LA DETTE NÉGOCIABLE EXPRIMÉE EN VALEUR DE MARCHÉ



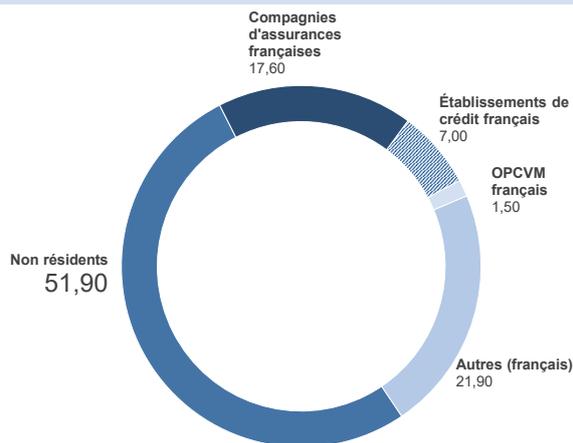
* Chiffres établis avec les positions titres trimestrielles

** Chiffres révisés avec la position titres du dernier rapport annuel

Source : Banque de France

DÉTENTION DES TITRES DE LA DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT PAR GROUPE DE PORTEURS : 2^{ÈME} TRIMESTRE 2020

STRUCTURE EN % EXPRIMÉE EN VALEUR DE MARCHÉ



Source : Banque de France

DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT AU 31 AOÛT 2020

EN EUROS

Total dette à moyen terme et long terme	1 828 174 648 328
Encours démembré	57 303 859 600
Durée de vie moyenne	8 ans et 276 jours
Total dette à court terme	175 908 000 000
Durée de vie moyenne	120 jours
Encours total	2 004 082 648 328
Durée de vie moyenne	8 ans et 6 jours

Source : Agence France Trésor

DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT DEPUIS FIN 2017 AU 31 AOÛT 2020

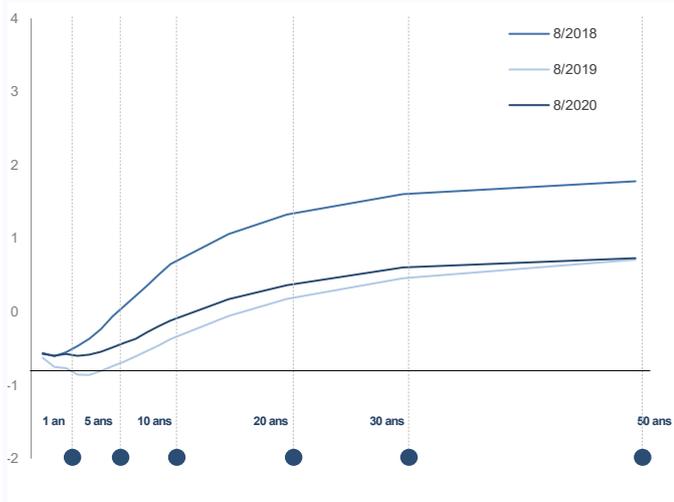
EN MILLIARDS D'EUROS

	Fin 2017	Fin 2018	Fin 2019	Fin juillet 2020	Fin août 2020
Encours de la dette négociable	1 686	1 756	1 823	1 992	2 004
<i>dont titres indexés</i>	202	220	226	215	217
Moyen et Long Terme	1 560	1 644	1 716	1 812	1 828
Court Terme	126	113	107	180	176
Durée de vie moyenne de la dette négociable					
	7 ans	7 ans	8 ans	8 ans	8 ans
	296 jours	336 jours	63 jours	15 jours	6 jours

Source : Agence France Trésor

COURBE DES TAUX SUR TITRES D'ÉTAT FRANÇAIS

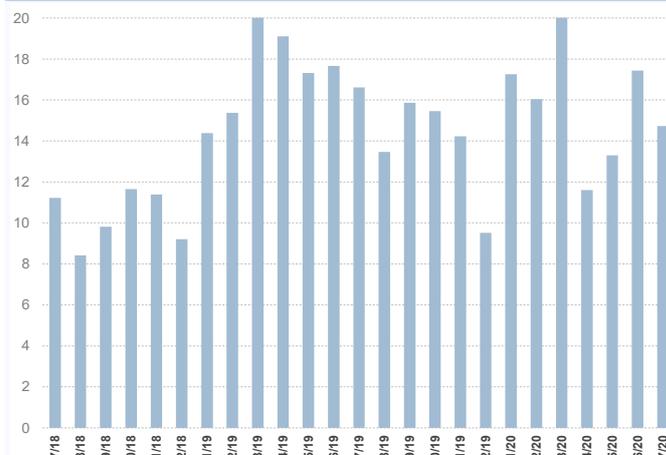
VALEUR EN FIN DE MOIS, EN %



Source : Bloomberg

VOLUME MOYEN DES TRANSACTIONS QUOTIDIENNES SUR LES TITRES À MOYEN ET LONG TERME

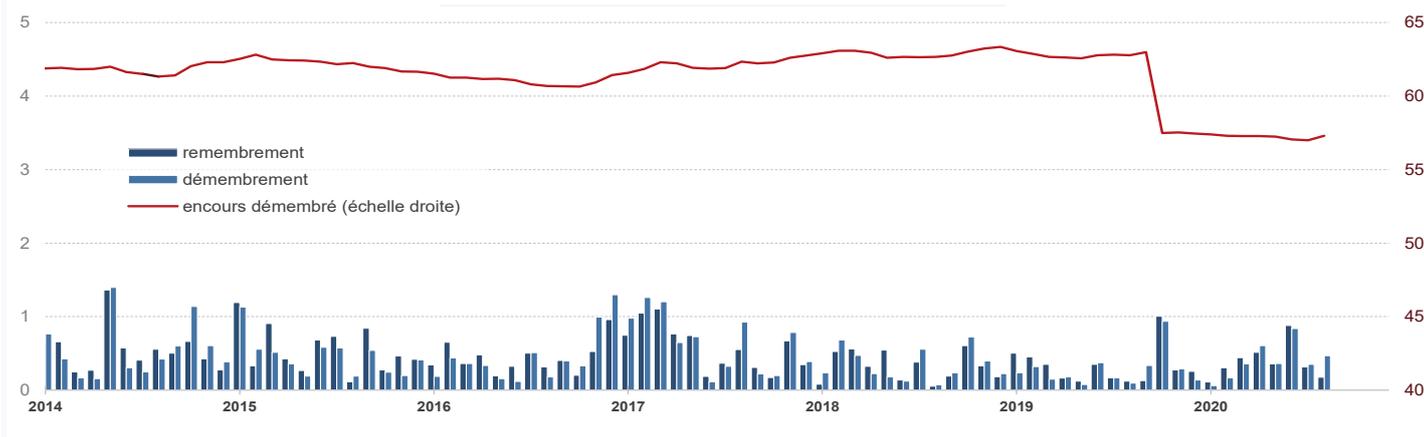
EN MILLIARDS D'EUROS



Source : déclarations des SVT, hors flux réalisés dans le cadre du programme d'achats de titres du secteur public du système européen de l'Eurosystème

MONTANT DES OPÉRATIONS DE DÉMEMBRÉMENT ET DE REMEMBREMENT

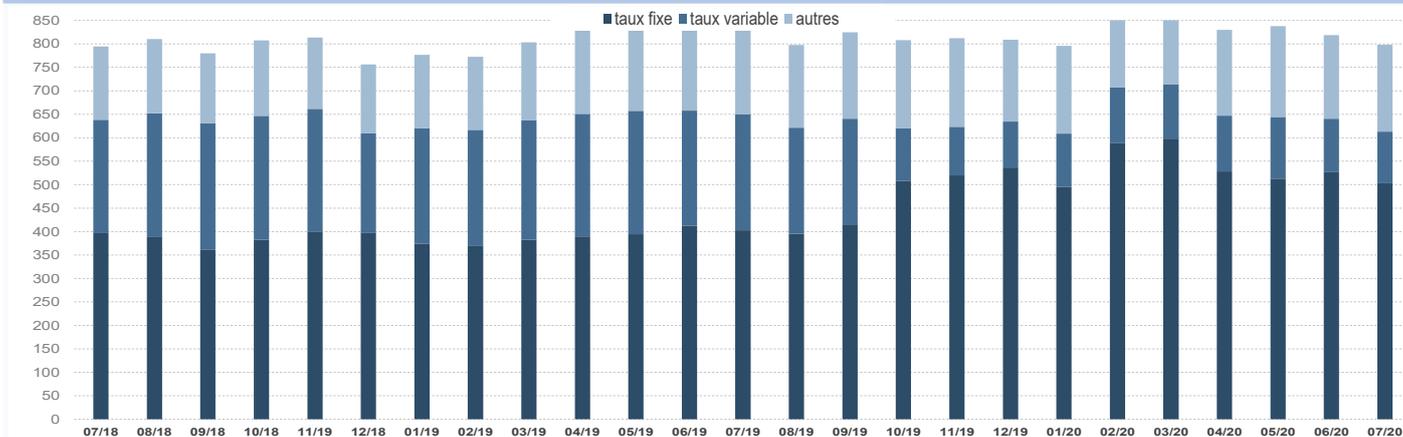
EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Euroclear

ENCOURS DES PENSIONS DES SVT EN FIN DE MOIS

EN MILLIARDS D'EUROS



Source : déclarations des SVT

DETTE À COURT TERME AU 31 AOÛT 2020

Code ISIN	Échéance	Encours (€)
FR0126001728	BTF 2 septembre 2020	7 491 000 000
FR0125692477	BTF 9 septembre 2020	5 084 000 000
FR0126001736	BTF 16 septembre 2020	7 810 000 000
FR0126001744	BTF 23 septembre 2020	10 149 000 000
FR0126001751	BTF 30 septembre 2020	7 973 000 000
FR0125848467	BTF 7 octobre 2020	7 313 000 000
FR0126310186	BTF 14 octobre 2020	7 173 000 000
FR0126001769	BTF 21 octobre 2020	8 757 000 000
FR0126310194	BTF 28 octobre 2020	7 134 000 000
FR0125848475	BTF 4 novembre 2020	5 688 000 000
FR0126310202	BTF 11 novembre 2020	5 354 000 000
FR0126001777	BTF 18 novembre 2020	9 626 000 000
FR0126310210	BTF 25 novembre 2020	2 395 000 000
FR0125848483	BTF 2 décembre 2020	6 470 000 000
FR0126310236	BTF 16 décembre 2020	9 557 000 000
FR0126310251	BTF 13 janvier 2021	8 020 000 000
FR0125848673	BTF 27 janvier 2021	5 477 000 000
FR0125848681	BTF 24 février 2021	6 755 000 000
FR0125848699	BTF 24 mars 2021	8 170 000 000
FR0126001785	BTF 21 avril 2021	10 971 000 000
FR0126001793	BTF 19 mai 2021	8 329 000 000
FR0126001801	BTF 16 juin 2021	9 463 000 000
FR0126310285	BTF 14 juillet 2021	7 449 000 000
FR0126310293	BTF 11 août 2021	3 300 000 000

DETTE À MOYEN ET LONG TERME (ÉCHÉANCES 2020 - 2023) AU 31 AOÛT 2020

Code ISIN	Libellé	Encours (€)	Coeff. ind.	Encours nomi. (€)	Démembrés (€)	CAC*
Échéance 2020		50,565,000,000				
FR0010949651	OAT 2,50 % 25 octobre 2020	30,547,000,000			0	
FR0012968337	OAT 0,25 % 25 novembre 2020	20,018,000,000			3,000,000	x
Échéance 2021		128,332,434,560				
FR0013311016	OAT 0,00 % 25 février 2021	17,812,000,000			0	x
FR0013140035	OAT€i 0,10 % 1 mars 2021	7,952,698,260 (1)	1.05111	7,566,000,000	0	x
FR0010192997	OAT 3,75 % 25 avril 2021	35,867,000,000			0	
FR0013157096	OAT 0,00 % 25 mai 2021	21,222,000,000			0	x
FR0011347046	OATi 0,10 % 25 juillet 2021	7,937,736,300 (1)	1.05066	7,555,000,000	0	
FR0011059088	OAT 3,25 % 25 octobre 2021	37,541,000,000			0	
Échéance 2022		167,495,984,980				
FR0013398583	OAT 0,00 % 25 février 2022	29,253,000,000			0	x
FR0000571044	OAT 8,25 % 25 avril 2022	1,243,939,990			315,888,400	
FR0011196856	OAT 3,00 % 25 avril 2022	45,972,000,000			0	
FR0013219177	OAT 0,00 % 25 mai 2022	30,816,000,000			0	x
FR0010899765	OAT€i 1,10 % 25 juillet 2022	22,629,044,990 (1)	1.13983	19,853,000,000	0	
FR0011337880	OAT 2,25 % 25 octobre 2022	37,582,000,000			0	
Échéance 2023		172,415,172,223				
FR0013479102	OAT 0,00 % 25 février 2023	13,016,000,000			0	x
FR0013283686	OAT 0,00 % 25 mars 2023	39,815,000,000			0	x
FR0000571085	OAT 8,50 % 25 avril 2023	10,606,195,903			5,374,665,200	
FR0011486067	OAT 1,75 % 25 mai 2023	43,434,000,000			0	x
FR0010585901	OATi 2,10 % 25 juillet 2023	20,625,976,320 (1)	1.14284	18,048,000,000	0	
FR0010466938	OAT 4,25 % 25 octobre 2023	44,918,000,000			440,085,000	

(1) valeur nominale x coefficient d'indexation (valeur nominale si le coefficient est inférieur à 1)

* Les certificats des titres créés après le 1er janvier 2013 sont assortis de clauses d'action collectives (CAC) comme tous les titres obligataires de la zone euro, par conséquent non assimilables aux souches émises avant cette date.

DETTE À MOYEN ET LONG TERME (ÉCHÉANCES 2024 ET PLUS) AU 31 AOÛT 2020

Code ISIN	Libellé	Encours (€)	Coeff. ind.	Encours nomi. (€)	Démembrés (€)	CAC*
Échéance 2024		132,311,740,600				
FR0013344751	OAT 0,00 % 25 mars 2024	39,839,000,000			0	x
FR0011619436	OAT 2,25 % 25 mai 2024	34,810,000,000			0	x
FR0011427848	OAT€i 0,25 % 25 juillet 2024	19,126,740,600 (1)	1.06740	17,919,000,000	0	x
FR0011962398	OAT 1,75 % 25 novembre 2024	38,536,000,000			42,000,000	x
Échéance 2025		160,704,151,308				
FR0012558310	OATi 0,10 % 1 mars 2025	11,824,223,190 (1)	1.04169	11,351,000,000	0	x
FR0013415627	OAT 0,00 % 25 mars 2025	44,618,000,000			0	x
FR0012517027	OAT 0,50 % 25 mai 2025	38,297,000,000			0	x
FR0000571150	OAT 6,00 % 25 octobre 2025	30,653,928,118			2,812,064,400	
FR0012938116	OAT 1,00 % 25 novembre 2025	35,311,000,000			0	x
Échéance 2026		139,179,067,540				
FR0013508470	OAT 0,00 % 25 février 2026	18,953,000,000			0	x
FR0013519253	OAT€i 0,10 % 1 mars 2026	3,599,067,540 (1)	1.00141	3,594,000,000	0	x
FR0010916924	OAT 3,50 % 25 avril 2026	44,202,000,000			0	
FR0013131877	OAT 0,50 % 25 mai 2026	35,550,000,000			0	x
FR0013200813	OAT 0,25 % 25 novembre 2026	36,875,000,000			0	x
Échéance 2027		105,290,181,600				
FR0013250560	OAT 1,00 % 25 mai 2027	36,296,000,000			0	x
FR0011008705	OAT€i 1,85 % 25 juillet 2027	23,768,181,600 (1)	1.12326	21,160,000,000	0	
FR0011317783	OAT 2,75 % 25 octobre 2027	45,226,000,000			46,943,600	
Échéance 2028		96,410,287,050				
FR0013238268	OATi 0,10 % 1 mars 2028	13,053,577,920 (1)	1.03996	12,552,000,000	0	x
FR0000571226	OAT zéro coupon 28 mars 2028	29,709,130 (3)		46,232,603	—	
FR0013286192	OAT 0,75 % 25 mai 2028	43,135,000,000			0	x
FR0013341682	OAT 0,75 % 25 novembre 2028	40,192,000,000			0	x
Échéance 2029		134,503,314,547				
FR0013410552	OAT€i 0,10 % 1 mars 2029	9,171,661,080 (1)	1.01132	9,069,000,000	0	x
FR0000571218	OAT 5,50 % 25 avril 2029	39,618,880,458			2,359,546,100	
FR0013407236	OAT 0,50 % 25 mai 2029	33,281,000,000			0	x
FR0000186413	OATi 3,40 % 25 juillet 2029	11,966,773,009 (1)	1.30284	9,185,144,000	0	
FR0013451507	OAT 0,00 % 25 novembre 2029	40,465,000,000			0	x
Échéance 2030		76,672,048,160				
FR0011883966	OAT 2,50 % 25 mai 2030	49,233,000,000			0	x
FR0011982776	OAT€i 0,70 % 25 juillet 2030	15,662,048,160 (1)	1.05369	14,864,000,000	0	x
FR0013516549	OAT 0,00 % 25 novembre 2030	11,777,000,000			0	x
Échéances 2031 et plus		464,295,265,760				
FR0012993103	OAT 1,50 % 25 mai 2031	49,107,000,000			53,900,000	x
FR0000188799	OAT€i 3,15 % 25 juillet 2032	14,051,281,920 (1)	1.29912	10,816,000,000	0	
FR0000187635	OAT 5,75 % 25 octobre 2032	32,162,322,600			10,879,757,400	
FR0013313582	OAT 1,25 % 25 mai 2034	34,584,000,000			0	x
FR0010070060	OAT 4,75 % 25 avril 2035	29,004,000,000			4,458,837,000	
FR0013524014	OATi 0,10 % 1 mars 2036	3,000,000,000 (1)	0.99662	3,000,000,000	0	x
FR0013154044	OAT 1,25 % 25 mai 2036	33,300,000,000			0	x
FR0013327491	OAT€i 0,10 % 25 juillet 2036	7,198,257,850 (1)	1.03349	6,965,000,000	0	x
FR0010371401	OAT 4,00 % 25 octobre 2038	26,534,000,000			4,704,941,400	
FR0013234333	OAT 1,75 % 25 juin 2039	27,375,000,000			0	x
FR0013515806	OAT 0,50 % 25 mai 2040	7,000,000,000			0	x
FR0010447367	OAT€i 1,80 % 25 juillet 2040	14,377,019,800 (1)	1.20340	11,947,000,000	0	
FR0010773192	OAT 4,50 % 25 avril 2041	36,152,000,000			5,996,299,000	
FR0011461037	OAT 3,25 % 25 mai 2045	25,824,000,000			1,068,810,000	x
FR0013209871	OAT€i 0,10 % 25 juillet 2047	10,622,383,590 (1)	1.04871	10,129,000,000	0	x
FR0013257524	OAT 2,00 % 25 mai 2048	26,409,000,000			651,900,000	x
FR0013404969	OAT 1,50 % 25 mai 2050	28,753,000,000			112,600,000	x
FR0013480613	OAT 0,75 % 25 mai 2052	13,830,000,000			95,000,000	x
FR0010171975	OAT 4,00 % 25 avril 2055	16,583,000,000			8,215,518,000	
FR0010870956	OAT 4,00 % 25 avril 2060	15,432,000,000			8,497,304,100	
FR0013154028	OAT 1,75 % 25 mai 2066	12,997,000,000			1,174,800,000	x

[1] valeur nominale x coefficient d'indexation (valeur nominale si le coefficient est inférieur à 1)

[3] valeur actualisée au 28 mars 2019 ; non offerte à la souscription

* Les certificats des titres créés après le 1er janvier 2013 sont assortis de clauses d'action collectives (CAC) comme tous les titres obligataires de la zone euro, par conséquent non assimilables aux souches émises avant cette date.



DERNIERS INDICATEURS CONJONCTURELS

Production industrielle, glissement annuel	-14,3 %	07/2020
Consommation des ménages*, glissement annuel	2,6 %	08/2020
Taux de chômage (BIT)	7,1 %	T2-2020
Prix à la consommation, glissement annuel		
• ensemble	0,2 %	08/2020
• ensemble hors tabac	-0,1 %	08/2020
Solde commercial, fab-fab, cvs	-7,0 Md€	07/2020
" "	-8,1 Md€	06/2020
Solde des transactions courantes, cvs	-6,2 Md€	07/2020
" "	-7,7 Md€	06/2020
Taux de l'échéance constante 10 ans (TEC10)	-0,28 %	29/9/2020
Taux d'intérêt à 3 mois (Euribor)	-0,49 %	29/9/2020
Euro / dollar	1,17	29/9/2020
Euro / yen	123,62	30/9/2020

* produits manufacturés
Sources : Insee, Minefi, Banque de France

SITUATION MENSUELLE DU BUDGET DE L'ÉTAT

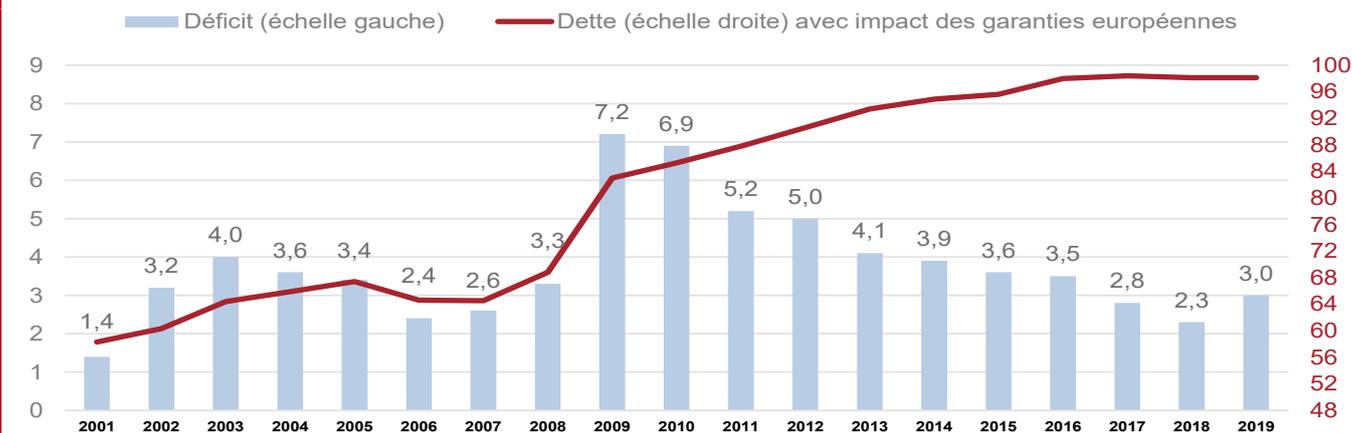
EN MILLIARDS D'EUROS

	2018	2019	niveau à la fin juillet		
			2018	2019	2020
Solde du budget général	-76,91	-96,91	-57,01	-84,76	-120,05
Recettes	313,79	301,07	182,11	159,24	149,25
Dépenses	390,69	397,98	239,12	243,99	269,30
Solde des comptes spéciaux du Trésor	0,82	4,06	-25,75	-24,99	-30,99
Solde général d'exécution	-76,00	-92,69	-82,76	-109,74	-151,04

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et de la Relance

FINANCES PUBLIQUES : DÉFICIT ET DETTE

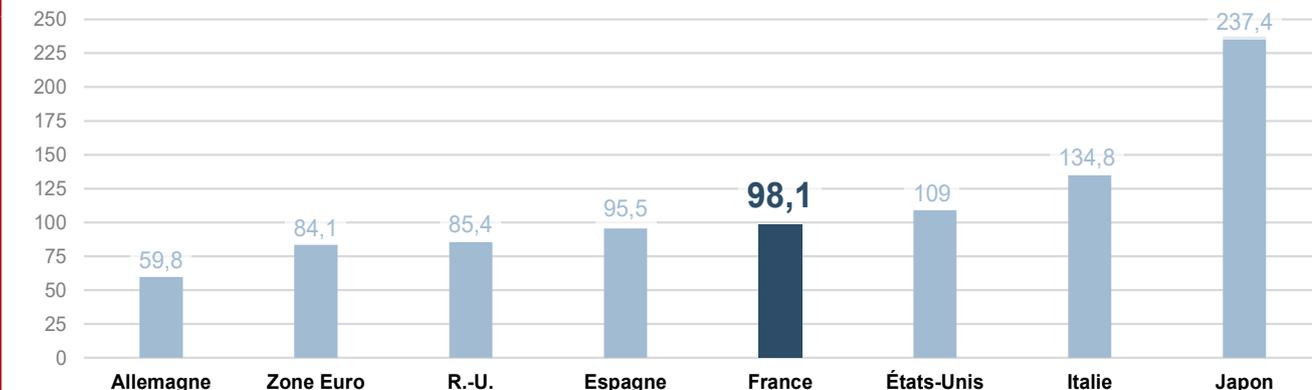
EN % DU PIB



Source : Insee

DETTE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES EN 2019

EN % DU PIB



Sources : Eurostat, FMI, Insee

OCTOBRE 2020 

7 Balance des paiements en août	7 Commerce extérieur en valeur en août	9 Indice de la production industrielle en août	15 Indice des prix à la consommation - résultats définitifs en septembre	16 Inflation IPCH : indice de septembre	22 Enquête trimestrielle de conjoncture dans l'industrie en octobre
22 Enquête mensuelle de conjoncture dans l'industrie en octobre	27 Indice des prix de production et d'importation de l'industrie en août	27 Demandeurs d'emploi inscrits et offres collectées par Pôle emploi T3	28 Enquête mensuelle de conjoncture auprès des ménages en octobre	30 Indice des prix à la consommation en octobre	30 Dépenses de consommation des ménages en biens en septembre

NOVEMBRE 2020 

6 Commerce extérieur en valeur en septembre	6 Balance des paiements en septembre	6 Réserves officielles de change en octobre	10 Chômage au sens du BIT et indicateurs sur le marché du travail - T3 2020	10 Indice de la production industrielle en septembre	13 Indice des prix à la consommation en octobre
13 Réserves nettes de change en octobre	18 Inflation IPCH : indice d'octobre	24 Enquête mensuelle de conjoncture auprès des ménages en novembre	27 Indices de prix de production et d'importation de l'industrie en octobre	27 Dépenses de consommation des ménages en biens en octobre	27 Comptes nationaux trimestriels au T3 2020
27 Indice des prix à la consommation en novembre					

Sources : Insee, Eurostat

Directeur de publication : Anthony Requin
Rédaction : Agence France Trésor
Disponible en français, anglais et également en arabe, chinois, espagnol, japonais et russe sur demande

www.aft.gouv.fr

Bloomberg : TREX<GO> • REUTERS : <TRESOR> • in

Cette publication, propriété exclusive de l'AFT, est protégée, dans toutes ses composantes, par les dispositions du code de la propriété intellectuelle, notamment celles relatives aux droits d'auteur. Toute reproduction des contenus, intégrale ou partielle, par quelque moyen que ce soit, non autorisée par l'Agence, est strictement interdite. En conséquence, toute reproduction des contenus de l'œuvre, exclusivement limitée à des fins non commerciales, devra dans tous les cas obtenir l'autorisation du titulaire des droits. La demande d'autorisation devra être exercée auprès du directeur de la publication, par courriel, à l'adresse suivante : « contact@aft.gouv.fr ».

Les réutilisations devront indiquer la source et la date de la reproduction, assorties du symbole « © Agence France Trésor ».